

## RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DE YOUGOSLAVIE

La communauté internationale doit faire barrage à la vague de violence qui balaye la province du Kosovo

Index AI : EUR 70/11/98

### DÉCLARATION PUBLIQUE

La mort d'au moins 16 membres de la communauté albanaise de la province du Kosovo, abattus à la fin de la semaine dernière, ainsi que les coups infligés à des centaines de manifestants albanais qui protestaient contre ces agissements, font resurgir le spectre des violations flagrantes des droits humains perpétrés en ex-Yougoslavie, qui ont horrifié le monde ces dernières années. Amnesty International appelle la communauté internationale, en particulier l'Union européenne (UE) et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), à déployer des efforts concertés afin de faire en sorte que des enquêtes soient ouvertes sur les allégations d'atteintes aux droits fondamentaux et que l'évolution de la situation soit suivie de près.

La police et les forces de sécurité doivent respecter les normes internationales relatives au maintien de l'ordre, qui interdisent aux responsables de l'application des lois de recourir intentionnellement à l'usage meurtrier d'armes à feu, sauf si cela est absolument inévitable pour protéger des vies humaines.

Hier (lundi 2 mars 1998), à Pristina et dans d'autres villes, la police a recouru à des gaz lacrymogènes, des canons à eau et des matraques pour disperser des manifestations pacifiques. Des centaines de personnes, qui protestaient apparemment sans violence pour la plupart, ont été frappées. Selon certaines sources, des manifestants poursuivis ont été forcés de se réfugier dans des bureaux et des logements.

Ces manifestations ont été organisées après qu'au moins 16 membres de la communauté albanaise eurent été tués à la fin de la semaine. Bien que les autorités serbes aient évoqué le chiffre de 16 victimes, des Albanais de souche affirment que 22 corps ont été restitués afin d'être enterrés. Il est fort possible que certains des personnes tuées aient été impliqués dans des attaques armées contre la police ; toutefois, Amnesty International juge crédibles les allégations de sources albanaises selon lesquelles certains des victimes étaient des civils n'ayant pris aucune part aux affrontements, et estime qu'il est absolument essentiel que des enquêtes exhaustives et dignes de ce nom soient menées sur ces affirmations. Quatre policiers auraient également été tués au cours de ces heurts.

Étant donné les tensions actuelles, il est important de garantir l'impartialité de ces investigations et de faire participer à ces procédures des représentants de la communauté internationale. En outre, il est clair que cette dernière doit suivre de très près l'évolution de la situation dans la province du Kosovo.

Le 28 février, des heurts se seraient produits entre la police et des membres de l'Armée de libération du Kosovo (UÇK) au village de Likosanz, non loin de la ville de Glogovac. Deux membres des forces de l'ordre et cinq Albanais ont été tués. Des sources serbes affirment que la police est tombée dans une embuscade, tendue par des Albanais armés. Des membres de la communauté albanaise soutiennent, quant à eux, qu'au moins sept des leurs, voire bien davantage, ont été abattus le même jour dans le village de Cirz, à proximité de la ville de Srbica. Des policiers se trouvant à bord d'hélicoptères auraient d'abord fait feu sur certaines des victimes, puis des véhicules de police blindés auraient fait leur apparition. D'après les informations recueillies, une

femme enceinte et quatre frères appartenant à une autre famille du village ont été tués côté albanais. Les localités de Çirez et de Likosanz sont toutes deux situées dans la région de Drenica, où l'engagement de l'UÇK est le plus marqué et où la police a limité ses déplacements ces derniers mois, en raison de précédents heurts avec des membres armés de la communauté albanaise.

Des sources gouvernementales et les médias serbes affirment que d'autres attaques ont été menées contre des Serbes, dont des civils, faisant parfois des blessés.

Amnesty International reconnaît que les autorités peuvent être amenées à recourir à la force en cas de violentes attaques dirigées contre elles, mais l'emploi de la force doit être limité au strict nécessaire et les responsables de l'application des lois ne doivent y recourir que dans la mesure où elle est indispensable à l'exercice de leurs fonctions. L'Organisation est alarmée par la brutalité des moyens mis en œuvre par la police pour disperser des manifestations non violentes. Elle demande instamment aux autorités serbes d'ouvrir dans les plus brefs délais une enquête exhaustive et impartiale sur ces brutalités et ces coups de feu, et de veiller à ce que tout policier reconnu responsable d'avoir frappé des manifestants ou illégalement tué ou blessé quiconque soit tenu de répondre de ses actes.

Un nombre indéterminé de personnes ont été interpellées au cours des affrontements et des manifestations. Amnesty International craint également que les membres de la communauté albanaise arrêtés, qu'ils soient soupçonnés d'implication dans des actes terroristes ou qu'ils aient participé aux mouvements de protestation, ne soient soumis à la torture et à d'autres formes de mauvais traitements en détention, comme cela se produit si fréquemment au Kosovo. Elle exhorte les autorités serbes à assurer la protection des personnes appréhendées, en veillant notamment à ce qu'elles puissent sans restriction consulter des avocats, recevoir la visite des membres de leurs familles et bénéficier de soins médicaux en cas de nécessité. L'Organisation craint par ailleurs, si les personnes arrêtées sont jugées, que les procès ne soient d'une flagrante iniquité.

#### Informations générales

En juillet 1990, le Parlement serbe a suspendu le Parlement et le gouvernement de la province du Kosovo après que les députés albanais de souche du parlement du Kosovo eurent déclaré l'indépendance de cette province à l'égard de la République de Serbie. Depuis lors, la majorité des membres de la communauté albanaise (qui représentent environ 90 % de la population du Kosovo) refusent de reconnaître l'autorité serbe dans la province et un certain nombre d'institutions "parallèles" ont été mises en place.

Les dirigeants des principaux partis représentant les intérêts de la communauté albanaise au Kosovo prônent la sécession de la province par des moyens uniquement pacifiques. Toutefois, depuis 1996, de violentes attaques dirigées contre la police serbe et des Serbes ou des Albanais proches des autorités se produisent avec une fréquence croissante. Dans de nombreux cas, ces violences ont été revendiquées par une organisation elandestine, l'Armée de libération du Kosovo (UÇK). Depuis certains affrontements ayant opposé l'UÇK à la police fin novembre 1997, il semble que cette dernière ait restreint ses déplacements dans certaines parties de la province, qualifiées de « territoires libérés » par les Albanais de souche. Ces nouveaux heurts pourraient être le prélude d'interventions policières destinées à reprendre le contrôle de ces zones l